LA FRANCE VOTERA DEMAIN

Qui accompagnera Sarkozy au 2e tour ?

Demain, 20h, les admis au 2ème tour seront connus. Quelle va être la surprise et y en aura-t-il ? Tous les pronostics sont permis : Sarkozy-Royal ? Sarko-Bayrou ? Sarko-le Pen ? Bayrou-le Pen ? Toutes les hypothèses sont plausibles et sont même intégrées dans la préparation des grands débats de demain soir sur les grandes chaînes TV.

30% des Français en effet, à moins de deux jours, n'ont pas encore fait leur choix. Campagne déroutante, cette présidentielle, partie dans une première phase sur les chapeaux de roues, avec deux grands candidats donnés favoris, voit un troisième, François Bayrou, venir troubler la donne. Les jeux aujourd'hui se font avec lui et il s'est même trouvé des velléités à gauche, pour tenter de composer avec ce trouble-fête.

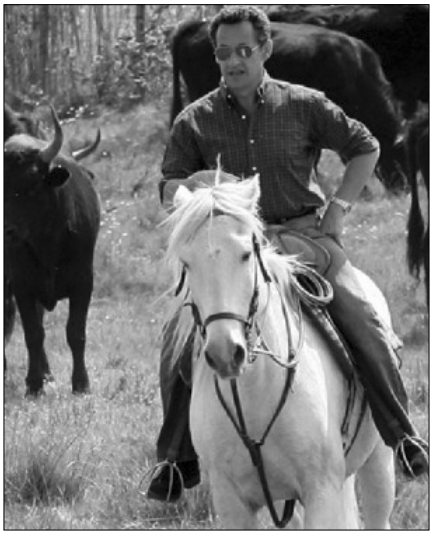
Il n'en fallait pas plus pour enfoncer davantage la candidate de gauche et donner du grain à moudre à tous ceux qui claironnent que la gauche, globalement, et le PS, particulièrement, sont en déclin. Alors que Sarkozy a réussi à rassembler la droite autour de sa candidature, ce qui lui a permis d'être en pole position dans les intentions de vote du 1er tour, aujourd'hui les militants et électeurs de gauche sont troublés par une interrogation de plus en plus récurrente : «Est-ce Ségolène va être au premier tour ?» Que de chemin de régression depuis l'unique question d'alors : qui de Ségolène ou de Sarkozy l'emportera au second tour.

L'hypothèse redoutée d'un affrontement droite-droite a amené Dominique Strauss-Kahn, lors d'une dernière conférence de presse, à lancer un véritable cri d'alarme et à appeler à «revenir aux fondamentaux». S'adressant à ceux de son camp qui seraient tentés par le vote Bayrou, et sans les désigner explicitement, l'ancien ministre socialiste de l'Economie les exhorte en ces termes : «Quand on est de gauche, on vote à gauche.»

Les 30% d'électeurs indécis constituent pour beaucoup une réserve de gauche de militants déçus par le choix qu'a porté le PS sur Ségolène Royal, et en ce sens, l'appel de Strauss Kahn peut être utile pour éviter la catastrophe qui verrait la droite et le centre ou la droite et l'extrême droite arriver en finale.

On ne serait pas arrivé à ces frayeurs si le PS avait réussi à rassembler les militants de gauche autour d'un programme minimum.

Il n'y a jamais eu, en effet, autant de candidats de la gauche ou de l'extrême gauche à une élection présidentielle: Besancenot de la Ligue communiste révolutionnaire, Buffet du Parti communiste, Laguiller de Lutte



ouvrière, Bové Altermondialiste, Voynet des Verts. Schivardi du Parti des travailleurs. En dehors de Besancenot, crédité de plus de 5% d'intention de vote, et de José Bové pour 3% des voix, les autres candidats de gauche ne réunissent chacun, au plus, que 1,5 % (cas de George Buffet).

Il faut espérer, dans le cas d'un passage réussi de Ségolène au 1er tour, qu'ils appellent clairement à voter pour elle, pour la victoire de la gauche. Il faut espérer aussi, dans le cas d'un affrontement Ségolène-Sarkozy (pas tout à fait évident) que les électeurs républicains et démocrates qui s'apprêtaient à voter Sarkozy mais qui sont aujourd'hui réservés suite à ses déclarations intempestives sur l'immigration et l'identité ou encore sur les homosexuels, puissent se raviser par un report de voix sur la candidate socialiste. Dans une autre hypothèse, celle où Bayrou, qui a fait, selon tous les observateurs, une excellente campagne, arrive au premier tour, face à Sarkozy, ce dernier aura beaucoup de soucis à se faire. Le candidat de l'UMP en est bien conscient et sait que tous ceux qui votent Bayrou par protestation contre la gauche et la droite réunies, ne le rallieront jamais. Si, enfin,

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

Ségolène Royal était confrontée à Bayrou pour le second tour, elle pourrait espérer voir ce type d'électeurs opter pour elle, car sa liberté de ton et sa démarcation par rapport au «dogme socialiste» seraient dans ce cas des atouts.

K. B.-A.

ORAN / PRESIDENTIELLE FRANÇAISE

"Environ 3000 Français résidents voteront à la Médiathèque"

Pour les résidents français établis dans l'Oranie, rendez-vous est donc pris à Oran plus précisément le 22 avril 2007 (premier tour) et le 6 mai prochain (second tour) au niveau de la médiathèque de la bibliothèque régionale (ex-cathédrale) d'Oran, afin qu'ils accomplissent leur devoir constitutionnel dans le cadre de l'élection présidentielle française. Depuis le début de la semaine passée, des travaux de réaménagement de la salle devant abriter ce rendez-vous électoral étaient entrepris pour garantir les bonnes conditions matérielles pour le vote : bureaux de vote, isoloirs et personnels requis. Les électeurs qui se rendront à ce centre de vote viendront d'environ une quinzaine de villes de l'ouest et du sud-ouest du pays. Sur le plan sécuritaire, tout est mis en œuvre afin de garantir les meilleures conditions pour le déroulement serein du scrutin pour les résidents français.

Une permanence consulaire sera assurée entre les deux tours, soit le 28 avril 2007, au niveau du Centre culturel français (CCF) d'Oran.

A. B.

UE / SAHARA OCCIDENTAL

La chancelière allemande, Angela Merkel, met l'Europe sur le droit chemin

Le positionnement de l'Allemagne qui dirige, présentement, la présidence de l'Union européenne, par rapport à la question sahraouie, est d'une importance capitale. Il peut même être acté comme un tournant dans la vision européenne autour du dossier. Angela Merkel, chancelière allemande, a, ni plus ni moins, déclaré son attachement à "une solution consensuelle et politique acceptable" et ce, "dans le cadre des Nations unies".

Et plus loin, la présidence allemande de l'UE réaffirme son souhait de "voir le peuple sahraoui exercer son droit légitime à l'autodétermination". Cette attitude de la part d'un gros bras européen — en fait le plus puissant acteur de la construction européenne — sonne comme un avertissement sérieux et solennel aux manœuvres dilatoires du couple franco-espagnol qui, ces derniers mois, n'a cessé de tenter de sortir la question sahrouie du cadre de l'ONU pour la mener vers les sentiers abrupts et dangereux du "plan d'autonomie" proposé par le Maroc.

Pour la vérité historique et honnêteté intellectuelle, relevons, tout de même, que le large front favorable à une solution conforme au droit international, et dont le Parti socialiste espagnol est l'une des chevilles ouvrières, a empêché la ligne opportuniste de José Luis Zapatero de prendre le dessus. Le chef du gouvernement espagnol a été rappelé à l'ordre par son propre parti, le PSOE, les régions autonomes de son pays, le parti de droite, principale formation d'opposition, le Parlement national, les différents Parlements régionaux et le Sénat.

Et aussi à Oran lors de sa visite en Algérie par le roi Juan Carlos. Ce qui est inhabituel dans les équilibres institutionnels du royaume ibérique où le monarque n'exprime pas — et surtout pas à l'étranger — ses divergences avec le Premier ministre sur les dossiers de politique extérieure.

Sur le dossier sahraoui, Zapatero et la tête de la pyramide gouvernementale sont complètement isolés et discrédités.

Après avoir perdu, lamentablement, son "pari basque", Zapatero a aussi complètement raté sa réorientation de la politique espagnole en faveur des thèses de Rabat. Résultat des courses : c'est l'Allemagne, après le Royaume-Uni, la Suède, la Belgique — et d'autres pays européens leur emboîteront sans doute le pas — qui sont en train de perdre le relais dans le dossier. Alors que l'Italie de Berlusconi ou celle de Romano Prodi a toujours été favorable aux résolutions pertinentes de l'ONU en l'affaire. Pour ce qui est de l'Allemagne, les observateurs relèvent que Berlin n'a rendu publique sa position qu'après le rapport du secrétaire général de l'ONU remis en Conseil de sécurité la semaine dernière.

Ce qui laisse supposer que la réorientation — positive — de l'Union européenne sur le dossier est une tendance lourde, qui s'inscrit dans la durée. Ni les Allemands ni les Britanniques n'ont l'habitude, en effet, de changer de ligne facilement. Ou de tracer une direction pour la contourner.

Tout cela coïncide avec la tenue, mardi dernier, d'un colloque autour "de la défense des droits de l'homme" et "des ressources naturelles" au et du Sahara occidental au sein du Parlement européen et d'un séminaire organisé par la prestigieuse ULB (Université libre de Belgique) où plusieurs eurodéputés, experts, juristes, diplomates dont la ministre suédoise des Affaires étrangères, actuellement en poste ont dénoncé, vigoureusement, les accords de pêche UE/Maroc et affirmé leur attachement à la légalité internationale concernant

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

le dossier sahraoui.

Bruxelles a enregistré, en l'occurrence une nouvelle donne : plusieurs voix marocaines et des plus prestigieuses comme celles de Abdelaziz Menebhi, ex-prisonnier politique, ex-réfugié, cofondateur de l'organisation "Ila El Amam" (En avant) ou de Ali Lemrabet, journaliste proclamant ouvertement et courageusement que seul un référendum libre et régulier au Sahara occidental peut constituer une solution acceptable et durable.

Le 13 avril dernier, dans l'un des amphithéâtres les plus reconnus de l'ULB, au campus du Solhoch à Bruxelles, Mohamed Sidati, représentant du Front Polisario en Europe, et Abdelaziz Menebhi du mouvement marocain "En avant" disaient à peu près la même chose sur le dossier du Sahara occidental.

Plus personne, ici, dans la capitale européenne, ni là-bas, à New York au siège des Nations unies, n'évoque le plan d'autonomie marocain. Et Ban Ki-moon a, dans un rapport, éliminé les fausses pistes, les faux-fuyants et la toile d'araignée que son prédécesseur, Koffi Annan, a dressée comme obstacle sur la solution du problème sahraoui...

A. M.